

# Édito

## Que font les jeunes féministes de l'héritage des générations antérieures ?

Martine Chaponnière, Patricia Roux et Lucile Ruault

Des indignées madrilènes articulant lutte féministe, lutte anticapitaliste et quotidienneté ; des féministes mexicaines dénonçant et sanctionnant en pleine place publique les auteurs des féminicides ; des activistes allemandes armées de pompons, toutes de rose et argenté vêtues pour interrompre le spectacle viriliste de la gauche radicale face à la police ; des militantes en marche pour enseigner aux femmes comment protéger et récupérer des semences indigènes en Inde et au Paraguay... Ces quelques exemples tirés du *Grand angle* de ce numéro illustrent le renouvellement actuel des formes de militantisme féministe. Mais qu'est-ce qui a changé ? Que reste-t-il des modes d'organisation, de communication et d'action du féminisme des années 1970 ? Les jeunes féministes ont-elles fait *tabula rasa* de l'héritage des anciennes pour inventer du neuf ? Oui et non. De nouveaux modes d'organisation émergent, comme le *scratche* (voir dans ce numéro), et les grilles de lecture qui les sous-tendent ont quelque peu changé, en particulier avec le développement des approches intersectionnelle et *queer*. Mais souvent, en même temps, les jeunes militantes cherchent à articuler leurs pratiques avec celles des « aînées » du mouvement – on le verra dans plusieurs articles.

À l'actif de l'héritage, l'ambiguïté des rapports du féminisme avec les institutions refait surface avec force dans ce numéro, mais il faut préciser que notre appel à contributions avait exclu le féminisme institutionnel en insistant sur les nouvelles formes de militantisme du féminisme radical. En revanche, alors que l'appel ne faisait pas particulièrement référence au caractère transnational des luttes actuelles, il a donné lieu à des articles dont les auteures, des chercheuses féministes francophones, nous emmènent aux quatre coins du monde. Parmi la vingtaine de propositions reçues en automne 2015, beaucoup étaient très stimulantes et novatrices, ce qui nous a amenées à faire deux numéros de suite sur le sujet. Voici donc le premier.

Cet éditto le présente en structurant le propos autour de trois questionnements qui, de notre point de vue, traversent l'ensemble des textes retenus : la question de la (non-)mixité des collectifs féministes, celle de l'articulation entre la théorie et l'action, et celle des continuités et des ruptures intergénérationnelles. Ces questions, les auteures des articles les posent parfois ouvertement lorsqu'elles analysent les modes d'organisation et d'action des collectifs dans lesquels elles militent, mais parfois elles n'apparaissent qu'en filigrane, sous-jacentes aux pratiques de ces collectifs et aux choix politiques qu'ils font. En traitant tous les articles sous l'angle de ces trois questionnements, nous créons donc des liens entre des luttes qui, sur le terrain, sont menées indépendamment les unes des autres, des liens entre des thématiques très diverses, entre des ancrages politiques pluriels et des formes d'action bien différentes. Ce faisant, il s'agit moins, pour nous, de rendre compte ici de la cohérence interne de chaque collectif analysé par les auteures que de penser globalement, au moins par certains aspects, le renouvellement du féminisme.

## Un recours prudent à la mixité

La question de la (non-)mixité des sexes au sein des collectifs et mouvements féministes est indissolublement liée à celle de leurs alliances avec d'autres groupes, de leur autonomie et de l'articulation des luttes sur lesquelles les féministes s'engagent.

La mixité est commune au fonctionnement d'une très grande partie des collectifs féministes actuels. D'une part, la plupart d'entre eux intègrent des hommes et, d'autre part, même si ce n'est pas le cas et qu'ils ont donc choisi de s'organiser en non-mixité, ils collaborent au moins ponctuellement avec d'autres regroupements qui, eux, sont mixtes, afin d'articuler leurs revendications respectives pour mieux défendre les causes qui les mobilisent. Par exemple, le 15 mai 2011 en Espagne, les féministes autonomes (organisées dans des collectifs en dehors des partis ou des syndicats) ont occupé la rue avec le mouvement des indigné-e-s pour s'opposer à un régime politique qui, pour toute réponse aux problèmes de la pauvreté, leur imposait des politiques d'austérité drastiques (article de Karine Bergès dans ce numéro). La participation très active des militantes autonomes a permis que l'analyse féministe de la pauvreté – notamment toute la question de la féminisation de la pauvreté et celle de l'exploitation des femmes migrantes – trouve sa place dans les actions du mouvement. Ce féminisme autonome, toujours mobilisé aujourd'hui mais davantage organisé dans les quartiers, est donc impliqué dans des luttes anticapitalistes portées aussi par des hommes militants, et il met en pratique une imbrication des luttes de sexe, de race et de classe.

Autre exemple, celui de la Marche mondiale des femmes (article de Dominique Masson et Janet Conway dans ce numéro) : si les premiers thèmes que la Marche avait choisis en 2000 étaient ceux de la pauvreté et des

violences contre les femmes, elle a été très critiquée, parce qu'elle n'en traitait pas dans une perspective intersectionnelle et qu'elle était trop orientée par les préoccupations des femmes du Nord, blanches et de classe moyenne. Aussi la Marche a-t-elle recentré son action sur les situations particulièrement difficiles que vivent les femmes prolétaires, paysannes et pauvres, en développant comme revendication principale la souveraineté alimentaire, et en faisant cette fois le lien entre les problèmes de genre, de classe, de migration, de racisme, de mondialisation capitaliste et d'environnement. Mais ce nouvel enjeu féministe l'a aussi amenée à repenser ses alliances: d'un côté, elle s'est ouverte à des organisations «de femmes» (pas forcément féministes) et à des organisations mixtes; d'un autre, elle essaie d'articuler son activité à celle de mouvements alliés «populaires» et à la mouvance altermondialiste.

Ainsi, dans les deux cas (et il en va de même pour les autres terrains militants étudiés par les auteures de ce numéro), la mixité – des collectifs ou des alliances – semble favoriser un élargissement du champ d'intervention féministe. À tout le moins, elle favorise le fait que les problématiques portées dans l'espace public par les mobilisations contemporaines soient davantage traitées dans une perspective féministe. Sans être forcément nouvelles, des problématiques telles que la précarité, l'immigration, la globalisation, le libéralisme, le racisme et l'écologie incluent aujourd'hui davantage la cause des femmes, tout en tenant compte de l'hétérogénéité des situations qu'elles vivent selon leurs positions dans les divers rapports de pouvoir – capitalistes, coloniaux, raciaux.

Cependant, la mixité sexuée pose une série de problèmes que les féministes d'hier ont dénoncés à diverses reprises et que celles d'aujourd'hui, bien que majoritairement acquises à cette mixité, expérimentent. Premièrement, les alliances contractées pour mener à bien la défense d'une cause féministe antiraciste ou anticapitaliste, par exemple, comportent souvent des risques en termes de hiérarchisation des luttes – une hiérarchie dont les collectifs et mouvements féministes analysés par les auteures de ce numéro ne veulent pas. Deuxièmement, elles relèvent tour à tour combien il faut rester vigilantes pour que la cause des femmes ne soit pas diluée dans d'autres causes, voire disparaisse des enjeux et des luttes que mènent les mouvements mixtes. Troisièmement, les militantes féministes d'aujourd'hui continuent à se confronter à une division sexuée du travail militant et à des comportements sexistes de camarades hommes qui les déconsidèrent en leur coupant la parole, en écartant leurs analyses féministes, en imposant leur point de vue, etc. Sans compter que nombre d'entre elles sont confrontées à des agressions sexuelles et à des viols que commettent des militants. Tous ces problèmes liés à la mixité conduisent la plupart des collectifs féministes à mettre en place des espaces et des moments non mixtes, dans lesquels les militantes se retrouvent entre elles pour pouvoir se dire les choses autrement, pour penser par elles-mêmes, ne pas devoir lutter contre les hommes membres du même mouvement mais placer leur énergie sur les luttes à mener au dehors, dans l'espace public. Autrement

dit, leur démarche rejoint celle des féministes des années 1970, qui avaient fait le choix de se doter de collectifs non mixtes tout en s'engageant parallèlement dans des syndicats et des structures militantes mixtes. La différence qui nous apparaît aujourd'hui, c'est que la mixité coexiste avec la non-mixité au sein même des modes d'organisation et d'action des collectifs féministes contemporains : ils réservent des espaces et des temps particuliers à la non-mixité, qui a donc un caractère particulièrement éphémère et ponctuel. Il n'en reste pas moins que la non-mixité (de sexe, mais aussi de race notamment) est une pratique de résistance qui dérange les dominants et qui, de ce fait, est régulièrement sanctionnée – on trouve de multiples exemples de ces sanctions dans les critiques récurrentes qu'elle inspire dans l'actualité récente, comme lors de certaines actions de Nuit debout en France. Comme toujours, la non-mixité subit donc des attaques de dominants mais, pour reprendre les termes des rédactrices de la nouvelle revue féministe *Hors-je(u)*, « nous n'avons aucun compte à [leur] rendre » (voir dans ce numéro). Le collectif de la revue estime urgente la création de pareils échanges en non-mixité (dont il est lui-même issu), « car plus l'expérience du commun est vécue, concrète, quotidienne, plus la solidarité devient réelle ».

## Un renouvellement théorique et pratique

Dans les articles que nous avons reçus, les auteures établissent des liens étroits entre le type d'actions menées et les choix théoriques des militantes. Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que les chercheuses féministes considèrent qu'une théorie féministe n'est pertinente que si elle fournit des outils concrets de changement des pratiques et des rapports de genre. Néanmoins, il semble que les grilles de lecture théoriques ou, en d'autres termes, les grilles explicatives des processus de domination sur lesquels on veut agir prennent une place de plus en plus importante dans les luttes féministes, voire dans les formes d'organisation des collectifs. On pense immédiatement au fait que, en Occident, l'implantation des études genre dans les universités et la popularisation des enjeux qu'elles soulèvent participent de cette circulation des savoirs féministes. Mais il serait réducteur de n'y voir que ça. Ce lien renforcé entre théorie et action est plus largement le reflet d'une diffusion croissante des idées féministes par une variété de canaux (presse et radios militantes, blogs, réseaux sociaux, fanzines, etc.), qui favorisent le fait que les jeunes – et certainement aussi des moins jeunes – peuvent mettre des mots sur leurs souffrances, dont elles découvrent le caractère collectivement partagé. Ce processus peut stimuler un élargissement des connaissances et la production de nouvelles explications. En tout cas, les articles de ce numéro témoignent du fait que les militantes de la génération actuelle connaissent très bien le féminisme matérialiste (celui-ci était au cœur de notre appel et la sélection a donc été largement opérée selon cette orientation), mais aussi d'autres perspectives féministes, *queer*, *black*, intersectionnelle, écologique, qu'elles relient les unes aux autres.

On a déjà eu un aperçu plus haut de cet ancrage des mobilisations des féministes autonomes en Espagne et de la Marche mondiale des femmes dans les apports du *Black feminism*, de l'intersectionnalité et du matérialisme. L'enquête d'Émeline Fourment (dans ce numéro) fournit un autre exemple de cette articulation entre explication, théorie et action, dans le contexte d'une ville allemande, Göttingen, où la perspective *queer* a pris ses quartiers. Aujourd'hui, raconte une militante, on n'aurait pas l'idée d'aller jeter un pavé dans la vitrine d'un sex-shop comme on a pu le faire dans les années 1980. Cette action conforterait l'idée d'une bonne et d'une mauvaise sexualité – une vision binaire de la sexualité que les *queer* réfutent non seulement pour sa dimension normative, mais également parce qu'elle enferme les individus dans des catégories binaires elles aussi (les femmes/les hommes, les homos/les hétéros, etc.), qui ne tiennent pas compte des différences au sein de ces catégories. Avec ce cadre théorique, les militantes dont Fourment observe les pratiques développent des actions par lesquelles elles visent à s'affranchir des catégories de genre, qui limitent, selon elles, les potentialités subversives de la lutte féministe. Dans leurs mobilisations, elles privilégient alors la performance plutôt que l'action directe – des performances (telles que le *pinksilver*) susceptibles de rassembler tous les individus opprimés par un système de genre hétéro-normatif binaire : femmes hétéros, lesbiennes, trans, prostituées.

Ce type de luttes menées autour de la sexualité, ou plutôt des sexualités, est l'une des manières dont on voit s'actualiser aujourd'hui les revendications sur le corps. Ces revendications font certainement partie de l'héritage du mouvement des années 1970, mais elles suscitent de nouvelles luttes, telles que le détournement des pubs sexistes et les marches de nuit protestant contre le harcèlement de rue, ou des luttes qui reprennent à leur compte, en les transformant, des modes d'action que les générations féministes précédentes déployaient déjà mais qui sont de nouveau perçus comme nécessaires en raison du *backlash* marquant notre époque : les groupes de *self-help*, les manifestations pour défendre le droit à l'avortement, ou encore les mobilisations contre les stérilisations forcées, par exemple. Toutefois, le corps n'est pas qu'un terrain de lutte fédérateur : il cristallise sans doute la plupart des fractures internes aux mouvements féministes contemporains, que l'on songe à la prostitution ou à la gestation pour autrui.

Cela dit, toutes les mouvances féministes n'approuvent pas forcément la prégnance des thématiques du corps et de la sexualité dans la lutte féministe actuelle, comme en témoignent les options de la Marche mondiale des femmes : «La Marche est réfractaire à toute hiérarchisation des enjeux féministes, et tout particulièrement à la prééminence des politiques de la sexualité, du corps et des droits reproductifs sur les questions et revendications liées à la terre, à la nourriture, à l'eau et au travail des femmes» (Masson et Conway dans ce numéro). On ne peut exclure en effet que cet accent mis sur le corps et la sexualité soit le signe d'un détournement d'autres préoccupations féministes ancrées dans les conditions de vie

matérielles des gens, par exemple dans le domaine du travail. Aujourd'hui en Occident, l'action sur le travail salarié est surtout le monopole des syndicats, qui cherchent plus à aligner les droits des femmes sur ceux des hommes qu'à transformer radicalement la structure hiérarchique du monde professionnel. Quant à la lutte concernant le «partage» du travail domestique au sein des couples, elle n'est plus vraiment à l'agenda féministe, alors que la question n'est nullement résolue. En revanche, les luttes sur les conditions de la domesticité imposée à une bonne partie des femmes migrantes ont gagné du terrain, ce qui est probablement plus dû à la diffusion des approches centrées sur l'imbrication des rapports de pouvoir qu'à un retour du travail dans le champ d'action féministe. En tout cas, nous n'avons reçu aucune proposition sur le travail pour ce numéro, alors que notre appel y faisait explicitement référence. Certaines y verront la marque d'un dépassement du sujet collectif qu'implique le féminisme, à la faveur d'une résurgence de perspectives individualistes qui affirment la liberté et la toute-puissance des actrices.

Travail ou pas travail, les articles montrent tous, néanmoins, que les mouvements féministes naissent encore et toujours sous l'effet des conditions d'existence ainsi que de l'expérience des inégalités structurelles. La description des origines du collectif *Hors-je(u)* est exemplaire de cette dynamique. Dans son édito fondateur, que *NQF* reproduit dans ce numéro, il fait la part belle au pouvoir contraignant des «conditions matérielles» et des déterminants sociaux, pour conclure que «s'émanciper seule est un leurre». En soulignant combien, en 2016 en France, l'image des femmes blanches émancipées a encore été instrumentalisée, ce texte rappelle par ailleurs que les formes de militantisme sont tributaires des adversaires, de leurs forces et de leurs thèmes d'action.

## Ruptures et continuités intergénérationnelles

Un numéro consacré aux nouvelles formes de militantisme pose forcément la question de la transmission. Pas seulement de ce qui est transmis, mais aussi de l'accord de chaque génération sur l'importance d'opérer une telle transmission. Comment les jeunes féministes s'approprient-elles les expériences et les savoirs de leurs aînées? En font-elles même tout simplement usage? Et, si oui, quel usage? La thèse d'une fracture générationnelle entre féministes «historiques» (celles des années 1970) et celles arrivées plus tard est souvent évoquée. Et il est vrai que le succès de la théorie *queer* auprès de nombreuses jeunes féministes tendrait à avaliser cette thèse, mais elle est pourtant démentie par l'ensemble des recherches présentées dans ce numéro. Notamment, les positions matérialiste et *queer*, en pratique, ne sont pas aussi irréconciliables qu'il y paraît. L'étude de Fourment le montre clairement: les féministes qui militaient dans les années 1980-1990 au sein du mouvement FemmesLesbiennes de Göttingen – organisé alors en non-mixité – et qui continuent aujourd'hui à militer, se mobilisent aux côtés des *queer*-féministes sur des terrains d'action mixtes comme

l'antifascisme, les luttes contre l'homophobie et pour les droits des prostituées. Ce sont alors les expériences militantes qu'elles partagent qui forgent et modifient la vision du monde de chacune, les amenant à organiser des moments non mixtes, à (re)politiser l'action féministe ainsi qu'à concilier des approches matérialistes et *queer* au sein de leur mouvement. Les termes utilisés par Fourment dans la conclusion qu'elle tire de ce processus illustrent parfaitement cette conciliation : «Les féministes actuelles de Göttingen défendent ce qu'on pourrait appeler un «matérialisme aménagé», qui oppose une classe dominée, les FemmesLesbiennesTrans\*, et une classe de dominants, les hommes cisgenres.»

En étudiant les collectifs féministes autonomes madrilénes, Bergès arrive à la même conclusion, c'est-à-dire plutôt un rapprochement des générations qu'un approfondissement du fossé. Dans la tente érigée sur la Puerta del Sol, les féministes ont «tissé une solidarité intergénérationnelle fondée sur la reconnaissance d'une généalogie de luttes communes et d'une filiation assumée entre les plus jeunes et les anciennes. La transmission s'est opérée sur la base de relations horizontales et affectives, de l'apprentissage et de la construction collective.»

Abordant le thème des violences contre les femmes, tout en se situant dans des espaces très différents et avec des outils d'intervention eux aussi différents, deux autres textes, dans ce numéro, éclairent les liens entre la transmission ou la filiation et le renouvellement des modes d'action féministe actuels. Ceux-ci se construisent en s'articulant avec l'héritage laissé par les générations féministes antérieures, fait d'avancées et d'insuccès. L'un de ces textes présente, dans la rubrique *Collectifs*, le tout récent Collectif de recherche féministe anti-violence (FemAnVi) de l'Université d'Ottawa (Canada), dont le projet est d'allier recherche et militantisme pour lutter contre les violences masculines. L'autre, de Marylène Lapalus dans le *Grand angle*, est une analyse de la pratique du *scratch*, au Mexique, comme nouvelle forme d'action s'attaquant au féminicide.

Dans sa démarche, FemAnVi se préoccupe aussi bien de diffuser les connaissances féministes sur les violences faites aux femmes que de produire de nouveaux savoirs en s'engageant à la fois dans la recherche et sur le terrain militant. Le collectif «s'inscrit à contre-courant du mode de fonctionnement d'équipes de recherche plus traditionnelles» de plusieurs manières : 1) sa pratique de recherche mobilise tous les milieux concernés par les violences : des chercheur·e-s, des victimes et survivantes, des militant·e-s et des intervenant·e-s ; 2) il se dote d'un fonctionnement qui favorise des relations horizontales et égalitaires ; 3) il milite et s'investit à l'extérieur de l'université. De notre point de vue, il s'agit là d'une forme de recherche-action qui s'appuie sur les acquis du mouvement et de la recherche féministes et qui, en même temps, tente d'en dépasser les limites. Ces limites sont en effet indéniables : les violences contre les femmes persistent malgré des décennies de luttes féministes dans ce domaine et la multiplication de recherches aussi bien qualitatives que quantitatives.

Pourtant, conjointement, la légitimité politique du combat féministe contre les violences masculines et la légitimité scientifique des travaux qui les analysent dans une perspective de genre ont gagné du terrain. À l'appui de ces avancées et de ces échecs, le projet du collectif d'Ottawa marque une transition dont on peut espérer qu'elle nous fournira des outils de lutte plus aiguisés pour éradiquer les violences sexistes. En outre, à l'instar des autres analyses engagées que présente ce numéro, sa démarche est une impulsion de plus pouvant contribuer à lever les résistances du milieu académique à admettre que recherche et militantisme sont compatibles.

Le *scratche* est une toute autre forme de protestation que les militantes des années 2000 introduisent pour contrer les violences masculines, mais il marque lui aussi une transition vers une reconfiguration du champ d'action féministe. Créé en Argentine, le *scratche* est un mode d'action directe que des collectifs féministes mexicains mobilisent aujourd'hui pour répondre à l'extension et à l'impunité des meurtres commis par des hommes contre des femmes : les féminicides. Ayant pour but de déplacer le regard, habituellement centré sur les victimes, il prend la forme d'actions ponctuelles qui dénoncent sur la place publique l'auteur du féminicide, avec nom et photo – des actions qui se situent le plus souvent au carrefour de la performance et de la démonstration de choc. Lapalus témoigne par exemple d'un *scratche* où de jeunes féministes brûlent et tuent des pantins à l'effigie des agresseurs, qui explicite leur «volonté de ne plus compter avec fatalité les victimes mais plutôt les coupables qui ne pourront plus nuire» et qui, du fait de sa radicalité, rend compte d'«un déplacement significatif de la fonction référentielle du message protestataire, dirigée vers les coupables». «Pas un de plus», telle est la visée des auteures de *scratches*, détournant ainsi le slogan «Pas une de plus» que scandent les luttes commémoratives centrées sur les victimes. La démarche théorique et politique opère donc un renversement des paradigmes habituellement utilisés dans le domaine des violences des hommes contre les femmes : stigmatisation des coupables et de leurs complices, notamment l'État, déplacement de la honte maintenant portée sur l'auteur de violences, demande de réparation et de justice, pratique «vindicatoire»<sup>1</sup>. Si les petits collectifs de *scratche* ont en commun avec les associations féministes historiques la lutte contre les féminicides, ils contrecarrent sa routinisation en renouvelant les formes et donc l'esprit de la protestation.

C'est là un processus de transformation des modes d'agir qui caractérise l'ensemble des collectifs analysés par les auteures du présent numéro : les changements observés ne traduisent pas une attitude qui prétendrait en quelque sorte réinventer la poudre, mais sont fondés sur une prise en compte des succès et des échecs que les mouvements féministes ont

---

1. On relèvera au passage que Bergès évoque aussi l'émergence de ce mode d'action en Espagne, utilisé pour protester contre les atteintes au droit à

l'avortement et contre l'expropriation du corps des femmes.



connus. On vient de le voir précisément avec les luttes actuelles contre les violences sexistes, mais on peut étendre cette interprétation à d'autres observations qu'effectuent les auteures, par exemple aux allers et retours des collectifs féministes entre des moments mixtes et non mixtes : la non-mixité pratiquée par une partie de la génération des années 1970 a à la fois permis aux féministes de gagner en capacité d'autodétermination et en autonomie dans les luttes et freiné celles d'entre elles désireuses d'associer à leur combat les hommes qui cherchaient à sortir de leur condition d'opresseur. En ce sens, on peut dire que l'héritage des anciennes n'est pas renié mais intégré dans les nouveaux modes d'agir de la génération féministe actuelle.

En écho à cette réflexion, ce numéro rend hommage à une féministe qui a marqué notre époque et dont les écrits resteront en mémoire de l'expérience vécue par nombre d'entre nous : Benoîte Groult. Grâce à la plume de Sylvie Camet, la rubrique *Parcours* du numéro permettra aux jeunes féministes qui le liront d'apprécier comment « l'avènement au féminisme coïncide exactement avec l'avènement de soi » et de réaliser à quel point il n'est pas d'aujourd'hui que « la mise au ban de l'histoire est ressentie comme inacceptable ». ■